

## François Therrien

---

De : "François Therrien" <ftherrien@aei.ca>  
 À : "Direction Santé Publique-Région" <ftherrien@aei.ca>  
 Envoyé : 30 octobre 2009 10:15  
 Objet : Pétition du SEMO à Ottawa

M. Luc Malo,  
 Bloc Québécois

30 octobre 2009

Bonjour,

Au printemps 2009 nous nous sommes rencontrés et nous avons convenu que vous feriez une intervention sur la problématique des micro-ondes antennes-relais (...) au comité de santé au Parlement. Au soutien de cette intervention il y avait trois éléments:

- Inquiétude des citoyens du Québec (pétition, manifestation...)
- Résolution du parlement européen et Grenelle des ondes en France
- Questionnement de la Direction de la santé publique du Québec

Malheureusement, aucune intervention n'a été faite.

À partir de l'été 2009, au Québec, il y a eu le cas de Châteauguay, ensuite celui de la rue Casgrain, et finalement à [Montréal-Nord la semaine dernière.](#)

Le cas rue Casgrain étant dans le comté de Gilles Duceppe (...), on nous a annoncé hier que vous alliez déposer la pétition du SEMO au parlement prochainement. On nous a indiqué que vous ne feriez aucun commentaire lors du dépôt de la pétition et que le Bloc ne pouvait pas prendre position dans ce dossier. Le Bloc ne souhaite pas ouvrir la loi sur les télécommunications et semble croire qu'il est impossible d'appliquer le Principe de Précaution au Canada.

Pendant ce temps, la direction de la santé publique du Québec a laissé entendre que sa position serait celle de Santé Canada. Un Québec indépendant aurait-il pu faire un autre choix ?

En France, en octobre dernier, le sénat Français a décidé d'aller plus loin que les recommandations du Grenelle des Ondes en interdisant le cellulaire aux enfants des écoles et en interdisant la publicité qui leur est destinée. De plus, l'agence de santé publique AFSSET a reconnu officiellement des effets néfastes pour la santé et recommandé le principe de précaution pour les enfants ainsi que de réduire l'exposition aux antennes relais.

Un Québec indépendant aurait pu en faire autant. Malheureusement, on est au Canada, et le pouvoir des compagnies de cellulaire est total (infini) . Même le Bloc que l'on aurait pu croire affranchi du lobby de ces industriels semble incapable de reconnaître qu'il s'agit non plus d'un débat scientifique, mais bien politique et financier. En Europe et en France, ce sont les politiciens qui ont permis ce débat. Pourquoi est-ce si difficile au Québec ?

À défaut de prendre position, le Bloc devrait au moins permettre que le débat se fasse. La concentration des médias et leurs collusions avec les compagnies de cellulaires doivent être compensées par l'action de politiciens courageux.

Dans l'attente de vos nouvelles,

François Therrien  
 450 471 8371  
 Porte-parole du SEMO  
[ftherrien@aei.ca](mailto:ftherrien@aei.ca)  
<http://www.dangersemo.com/>